# L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX No. 73 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.

DIMANCHE MATIN, 28 JUIN.

## LA COMPRESSION DES POUSSIERS DE CHARBON.

Nous recevons la lettre suivante :

*Monsieur le Rédacteur,*

Ce n'est pas sans un vif intérêt que j'ai lu, dans le dernier numéro de *l'Abeille*, l'article que vous rapportez du *Courrier des Etats Unis*, concernant le procédé Loiseau pour la fabrication des charbons agglomérés.

Si l'avais été assez heureux pour trouver dans notre ville des capitaux suffisants le pays aurait certainement été doté depuis quatre ans de cette industrie d'un avenir immense, et une servant des mêmes procédés que ceux employés au Havre, à Cardiff, à Charleroy, à Saint-Etienne, à Paris, etc., et aux perfectionnements desquels j'ai travaillé pour ma part.

Sans rien vouloir retirer du mérite de l'affaire américaine, je ne pense pas qu'il soit juste de laisser M. Loiseau revendiquer ses bonheurs d'une invention connue depuis une vingtaine d'années en France et que MM. Caillard du Havre, ont si puissamment contribué à propager dans le monde entier où leurs *briquettes* sont bien connues.

Et, en fait de produit manufacturé, connus les yeux sont meilleurs juges que les oreilles, j'ai l'honneur, Monsieur le rédacteur ci-joints trois échantillons du produit que j'ai manipulé ici, à l'aide d'engins primitifs et qui, *ad libitum*, désigné sous le nom de galet, de briquette, de pêros artificiel, de "patent fuel", n'en est pas moins du poussier de charbon de terre comprimé qui, sous cette forme, rendu à consommation, sert aux mêmes usages que le charbon naturel en bloc avec plus d'avantages.

Veuillez, je vous prie, monsieur, si ce n'est abuser de votre complaisance, communiquer ces échantillons, si imparfaits qu'ils soient, aux personnes qui s'intéressent à la question du chauffage économique viendraient juger par elles-mêmes de la valeur du produit, et agréer mes remerciements et mes salutations empressées.

HENRY SENÉCAL,
Ing. civil.

Nlle-Orléans, 27 juin 1874.

## L'INCIDENT GAMBETTA-ROUHER ET LA PRESSE.

Nous cueillons à la hâte dans les journaux de Paris les jugements portés sur la terrible scène du 9 juin :

### LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

M. Gambetta, dans la séance d'hier, s'est montré fidèle au grand et noble rôle que sa destinée lui a donné depuis cinq ans dans notre histoire parlementaire. On l'a retrouvé tel qu'il était le premier jour où il a poussé son premier cri de Français et de patriote, en face de l'empire triomphant; on a entendu les échos de la voix qui a prononcé la déchéance de la dynastie de Bonaparte, qui a flétri le crime de Metz. Tel sera-t-il, tel la France ont cru le voir dans ses journées historiques, tel il était, tel il devait être hier.

### LE TEMPS.

Nous renonçons à décrire cette scène violente. Après les mots de "misérables" et de "flétrisseur" prononcés successivement par M. Gambetta, et aussi pendant les dernières paroles prononcées par M. Rouher, une moitié de l'Assemblée était en proie à une exaspération que jamais nous ne lui avions vue. On s'agitait, on se levait, on criait; tels membres parlaient de leur banc, d'une voix très haute, sans que le bruit empêchât personne de distinguer ce qu'ils disaient. La droite au contraire restait silencieuse. Elle laissait les bonapartistes qui siégent dans ses rangs protester violemment contre la gauche, et répondre à ses cris par d'autres cris et des gestes menaçants. La droite n'a pas sonné les bonapartistes. Elle n'a pas demandé le rappel à l'ordre de M. Gambetta. Elle semblait comprendre, peut-être le sentiment de l'orateur de la gauche, sans en approuver l'expression.

### L'ÉVÉNEMENT.

Avez-vous lu au *Journal officiel* le compte-rendu de la dernière séance? Quelles fureurs! Quel déchaînement! Les partis ont atteint l'extrême limite de l'insanité. Ils ont épuisé les menaces. Ils se jetteront l'un sur l'autre au premier jour. Encore un pas et nous revenons en pleine Fronde parlementaire. Comme le Conseiller de Paris, nos députés n'iront plus au Parlement qu'avec un poignard dans leur poche. Où allons-nous? Où est l'autorité morale qui contiendra désormais tout cela? Quand la voix de la patrie mutilée, appauvrie, humiliante, menacée, étouffera-t-elle les implacables représailles des guerres civiles!....

### LE RAPPEL.

Pourra-t-on se représenter le transport sacrilège dont l'éloquent tribun les accablait, l'indignation écrasante de toute la gauche, le silence réprobateur de leurs anciens alliés, et enfin leur teinte embarrassée; leurs protestations étouffées sous les huées, leur assurance et leur jactance vite déconcertées?

### LE BIEN PUBLIC.

Il faut le dire bien haut : M. Gambetta a vengé d'un mot la conscience publique outragée.

### L'OPINION NATIONALE.

Une tempête s'en est suivie, rapide, mais qui n'avait plus rien de commun avec des délibérations parlementaires et que, pour ma part, je ne saurais trop chercher de regretter. Dans cette confusion, la véritable portée de l'incident, son utilité, ont presque disparu.

### LES DÉBATS.

Il en est temps encore : vous pouvez empêcher l'avènement des bonapartistes; mais vous auriez tort de compter pour cela sur les violences de la gauche. Même la colère et l'emportement ne servent à rien : quelquefois ils compromettent une cause, lisez la servent jamais bien utilement. Tout au plus peuvent-ils réveiller des préoccupations qui s'endormaient. Réveillez-vous donc et agissez. L'Empire tend à renaître parce qu'il n'est pas remplacé. Remplacez-le par quelque chose de net, par un gouvernement défini, et il sera détruit pour toujours.

### LA FRANCE.

Des séances comme celle d'hier font vivement sentir au pays tout ce qu'il y a de précaire et d'anxieux dans sa situation : elles poussent aux solutions nettement déterminées, et, quand les pouvoirs publics ne donnent pas satisfaction à ce besoin universel d'en finir, ils courent risque d'être débordés par le mouvement de l'opinion, qui, dans ces circonstances, va toujours aux extrêmes.

### LE JOURNAL DE PARIS.

Voilà le sujet de nos discussions passionnées, voilà le thème sur lequel on dépense des trésors de casuistique, pendant que le bonapartisme, naguère proscrit, s'agite, s'insinue, et, patiemment, *surement*, entreprend la conquête du pays.

### L'UNION.

O misère! Nous nous exerçons à dresser une petite République d'écoliers platoniciens afin de la jeter, madistrice ouvrenaïve, dans la lice où se débattent les partis de la domination désarmée ou anarchique! C'est trop de pitié!

Est-ce pour cela que la Providence a fait vivre douze cents ans la France à l'état de monarchie?

Et nous croyons-nous, pygmées politiques que nous sommes, de force à donner un démenti à Dieu même?

### LE FRANÇAIS.

C'est grâce à M. Gambetta que hier les bonapartistes ont été tirés de l'embarras où ils se trouvaient vis-à-vis de nous, et toujours, ce sont les jacobins et les girondins qui font l'Empire.

### LE MONDE.

Combien nous avions raison de demander une conclusion et des sanctions aux enquêtes du 4 septembre. Il y a eu des fautes, il y a eu des crimes. Pourquoi a-t-on consenti à soulever le voile et n'a-t-on pas osé le déchirer jusqu'au bout!

### LA LIBERTÉ.

M. Gambetta n'était plus un orateur, mais un porte-injures; il n'était plus un représentant du peuple, il en était réduit à n'être que l'instrument aveugle d'un parti violent. C'est que quelques hommes comme M. Gambetta et les écrivains naïfs qui l'encouragent et l'exaltent, il y a.....les AUTRES! qui les poussent, les dirigent, les entraînent et les tiennent sous leur domination. Ce sont ces AUTRES, mystérieux encore, terribles, implacables, qui apparaîtront quand l'heure sera venue, quand tous *leurs* Gambetta, après avoir joué les Mazaniello et les Rienzi au Parlement, seront dépopularisés, perdus, déclarés par eux traîtres à la patrie ou plutôt *au parti*, et que l'on criera : *Sus!*

### LE FIGARO.

Gambetta lui-même saute à la tribune. Dès lors, ce qui se passe ne se raconte plus. Furieux, écumant, l'œil injecté, les bras en avant, les cheveux en désordre, Gambetta hurle des injures aux bonapartistes et à M. Rouher.

M. Rouher riposte par une allusion aux marchés du Quatre-Septembre.

Gambetta hurle de plus belle. M. Rouher répond. C'est un dialogue vif et animé. On dirait une poissarde (Gambetta) aux aguets un client dont la langue est également bien pendue. Ajoutez à cela les rires des uns, les grincements de dents des autres, les interruptions de MM. Perrin et Lockroy à M. Galloni d'Istria et les réponses de ces messieurs. Enfin M. Gambetta, puisant une force nouvelle en sa mâle poitrine, à bout d'arguments, râlant beaucoup, laisse ce mot qui s'adresse au groupe de l'appel au peuple.

—CES MISÉRABLES QUI....

### LA PATRIE.

La voilà, la république athénienne! Orléanistes, légitimistes, braves gens du centre gauche, appréciez par cette scène l'admirable tempérament, la tolérance future, l'esprit de conciliation et d'apaisement qui présideront à cette république *ouverte*, à cette république de concorde et de désarmement dans laquelle on vous convie d'entrer; prêtez y les mains, bourgeois, notables et millionnaires, les Feray, les Rampon, les Casimir Périer, et ce sera bientôt votre tour d'être traités de misérables en pleine Assemblée, car vous voudrez réagir à un moment donné, vous voudrez vous retenir sur la pente où l'on vous poussera : dès lors vous ne serez plus que d'odieux girondins et M. Gambetta, qui ne résiste pas, lui, aux injonctions des plus violents parmi les siens, sera plus insolent à votre égard qu'il n'a osé l'être à l'égard de M. Rouher. Il sera le maître alors. Jugez de ce qu'il osera par be qu'il ose aujourd'hui. Il est impossible, au bout de tout cela, de ne pas entrevoir le tribunal révolutionnaire et la confiscation.

—On écrit de Sarrebourg à la *Gazette de Strasbourg* :

—Notre ville a été mise en émoi, aujourd'hui 2 juin, par une querelle entre un général français, M. Colin, né à Sarrebourg, et qui en trouve ici en congé, et un employé de l'octroi, Alsacien de naissance. Le général reprochait à l'employé d'avoir pris du service dans l'administration allemande, et il se servait de termes un peu vifs. L'employé, blessé, alla porter plainte auprès de l'autorité. Le général a été arrêté, assistito, et transporté, cette après-midi, à Saverne, où il a été mis à la disposition du procureur général. Sur sa prière lostagtie, et après qu'il eut déposé une *forte somme* comme caution, le général a été mis provisoirement en liberté."

—On fait courir à nouveau le bruit de l'abdication du roi Victor-Emmanuel. Tout en croyant cet on-dit prématuré, nous pensons être en mesure d'assurer que, de ce côté, "il n'y a pas de fumée sans feu," et que l'ex-roi royal qui fera passer la couronne d'Italie sur la tête du prince Humbert pourrait bien ne pas tarder beaucoup à se produire.

—On nous écrit de Versailles, le 8 juin : "Il est inexact qu'il soit question d'envoyer le maréchal Canrobert comme ambassadeur à Saint-Pétersbourg, en remplacement du général Le Flô.

"Hier soir, en effet, dans la Creuse, l'élection d'un conseiller général pour le canton de Felletin. Il y avait en présence un candidat républicain conservateur et un candidat radical. Le premier a été élu par 1,180 voix contre 590.

—Une irritation très vive règne dans la fraction des 53 du centre droit, qui ont vu leurs avances repoussées par le centre gauche. Le centre droit est maintenant divisé en deux groupes : l'un composé de 110 membres, qui reste fidèle à la politique conservatrice de la droite; l'autre composé des 53 qui ont publié un manifeste intempestif.

Si le duc d'Aumale qui était, ainsi que l'Agence Havas l'a annoncé, à Versailles il y a trois jours, avait pris connaissance du Manifeste rédigé par M. d'Audiffret et l'avait approuvé.

—D'après le *XIXe Siècle*, M. de Choiseul, désigné pour faire le rapport sur l'élection de la Nièvre, ayant reçu la fameuse circulaire du comité de l'Appel au peuple, serait allé la communiquer, lundi soir, au maréchal de Mac-Mahon.

Le Président de la République a annoncé à M. de Choiseul que, dès le lendemain, le conseil des ministres serait saisi de l'affaire.

"Hier matin, en effet, ajoute le *XIXe Siècle*, le conseil des ministres a délibéré sous la présidence de M. le maréchal de Mac-Mahon, et l'on a arrêté les termes de la dépêche dont M. Taillhand a donné lecture à l'Assemblée.

—Le Sénat d'Italie vient, sur la demande expresse des ministres du roi Victor-Emmanuel, de prendre une décision qui, mieux que toutes les déclarations officielles, mieux que tous les écrits, est une preuve d'intentions pacifiques et de l'éloignement actuel de toute crainte de complication extérieure. Nous voulons parler de l'ajournement du projet de loi relatif à la réorganisation de l'armée et à la défense des frontières.

Quel que soit le désir louable de réaliser des économies dont puisse être possédé le gouvernement italien, il est bien évident que, si une menace quelconque de guerre existait à l'horizon européen, on n'irait hâte à la discussion du projet en question au lieu de la reculer.

—Le bruit court que M. Gambetta a été féliciter M. Ledru-Rollin de son dernier discours.

—Vous avez vaincu sans efforts, lui dit l'ex-dictateur.

—Et sans balcon..... aurait ajouté l'ex-tribun.

LE PRIX D'UNE FEMME. M. Cornelius McFarland a intenté devant la Cour du dix-neuvième district une action en $20,000 de dommages-intérêts contre M. Félix Le Croux pour avoir adulté et vu levé sa femme. C'était en mai-1873; les deux époux s'aimaient d'amour tendre comme les deux pigeons de la fable, lorsque survint La Croux. Dès lors, la guerre fut allumée, La Croux circonvint tellement bien la femme du plaignant, que celle-ci consentit à quitter la résidence de son mari à Silver City et à vivre *une forte somme* comme caution, le général a été mis provisoirement en liberté."

—On fait courir à nouveau le bruit de l'abdication du roi Victor-Emmanuel. Tout en croyant cet on-dit prématuré, nous pensons être en mesure d'assurer que, de ce côté, "il n'y a pas de fumée sans feu," et que l'ex-roi royal qui fera passer la couronne d'Italie sur la tête du prince Humbert pourrait bien ne pas tarder beaucoup à se produire.

—On nous écrit de Versailles, le 8 juin : "Il est inexact qu'il soit question d'envoyer le maréchal Canrobert comme ambassadeur à Saint-Pétersbourg, en remplacement du général Le Flô.

"Hier soir, en effet, dans la Creuse, l'élection d'un conseiller général pour le canton de Felletin. Il y avait en présence un candidat républicain conservateur et un candidat radical. Le premier a été élu par 1,180 voix contre 590.

—Une irritation très vive règne dans la fraction des 53 du centre droit, qui ont vu leurs avances repoussées par le centre gauche. Le centre droit est maintenant divisé en deux groupes : l'un composé de 110 membres, qui reste fidèle à la politique conservatrice de la droite; l'autre composés des 53 qui ont publié un manifeste intempestif.

Si le duc d'Aumale qui était, ainsi que l'Agence Havas l'a annoncé, à Versailles il y a trois jours, avait pris connaissance du Manifeste rédigé par M. d'Audiffret et l'avait approuvé.

—D'après le *XIXe Siècle*, M. de Choiseul, désigné pour faire le rapport sur l'élection de la Nièvre, ayant reçu la fameuse circulaire du comité de l'Appel au peuple, serait allé la communiquer, lundi soir, au maréchal de Mac-Mahon.

Le Président de la République a annoncé à M. de Choiseul que, dès le lendemain, le conseil des ministres serait saisi de l'affaire.

"Hier matin, en effet, ajoute le *XIXe Siècle*, le conseil des ministres a délibéré sous la présidence de M. le maréchal de Mac-Mahon, et l'on a arrêté les termes de la dépêche dont M. Taillhand a donné lecture à l'Assemblée.

—Le Sénat d'Italie vient, sur la demande expresse des ministres du roi Victor-Emmanuel, de prendre une décision qui, mieux que toutes les déclarations officielles, mieux que tous les écrits, est une preuve d'intentions pacifiques et de l'éloignement actuel de toute crainte de complication extérieure. Nous voulons parler de l'ajournement du projet de loi relatif à la réorganisation de l'armée et à la défense des frontières.

Quel que soit le désir louable de réaliser des économies dont puisse être possédé le gouvernement italien, il est bien évident que, si une menace quelconque de guerre existait à l'horizon européen, on n'irait hâte à la discussion du projet en question au lieu de la reculer.

—Le bruit court que M. Gambetta a été féliciter M. Ledru-Rollin de son dernier discours.

—Vous avez vaincu sans efforts, lui dit l'ex-dictateur.

—Et sans balcon..... aurait ajouté l'ex-tribun.

LE PRIX D'UNE FEMME. M. Cornelius McFarland a intenté devant la Cour du dix-neuvième district une action en $20,000 de dommages-intérêts contre M. Félix Le Croux pour avoir adulté et vu levé sa femme. C'était en mai-1873; les deux époux s'aimaient d'amour tendre comme les deux pigeons de la fable, lorsque survint La Croux. Dès lors, la guerre fut allumée, La Croux circonvint tellement bien la femme du plaignant, que celle-ci consentit à quitter la résidence de son mari à Silver City et à vivre *une forte somme* comme caution, le général a été mis provisoirement en liberté."

—On fait courir à nouveau le bruit de l'abdication du roi Victor-Emmanuel. Tout en croyant cet on-dit prématuré, nous pensons être en mesure d'assurer que, de ce côté, "il n'y a pas de fumée sans feu," et que l'ex-roi royal qui fera passer la couronne d'Italie sur la tête du prince Humbert pourrait bien ne pas tarder beaucoup à se produire.

—Hier soir, le concierge de l'un de nos confrères vint demander une lettre afin d'obtenir des places pour aller au spectacle.

A quel théâtre voulez-vous aller? demanda notre confrère.

—On vous voudrez, répond le pipelet.

—Tenez, lui dit notre confrère, après avoir écrit quelques mots, voici une lettre pour le Gymnase.

—Quelle pièce est-ce que l'on joue?

—*Une femme qui ment.*

—*Une femme qui ment*, s'écrie le concierge. Oh! je connais la pièce. Depuis trente-cinq ans que je suis marié, je la vois jouer tous les jours.

—Demandez à un poète de trouver un plus joli mot que cette réplique d'une simple fille de campagne :

C'était à Enghien. Arrêté devant la source où l'on va boire son verre d'eau minérale, un buveur contemple les yeux d'un bien laidifiniasable de la petite débitante campagnarde qui lui tend le verre. Puis après un instant :

—Pourquoi donc, mon enfant, lui dit-il, avez-vous les yeux bleus?

—Pour voir le ciel, monsieur, répondit la fillette, en levant ses regards vers le ciel qui, en ce moment, était d'un bleu admirable.

—Deux messieurs assis à l'orchestre d'un théâtre de genre, remarquent dans une loge d'avant-scène la financier X....., un homme déjà mûr, en compagnie d'une jeune et jolie femme. Il bâille beaucoup et semble s'ennuyer profondément.

—N'est-ce pas l'air de s'amuser, dit l'un des deux messieurs, et pourtant il est avec une femme charmante.

—Oui, mais c'est la sienne, répond simplement l'autre monsieur.

—Une amusante gaudriole du *Journal amusant* :

La scène se passe dans un bal : une jolie personne qui fait tourner toutes les têtes a déposé sur une chaise un superbe bouquet blanc.

Un jeune homme était là, regardant cette fête, regardant cette jeune fille disparue.....

Perdu dans sa contemplation, ivre d'amour, fou, il alla tomber sur une chaise.....

La chaise où était le bouquet blanc!!!

—Pardon! pardon, mademoiselle, dit-il à la jeune fille.

—Consolez-vous, monsieur, répondit-elle de sa plus douce voix; je vous excuse... *on ne peut pas avoir les yeux partout.*

## La ligue blanche dans les paroisses.

Résolutions adoptées au meeting de Pont-Breaux, le 14 juin :

Attendu que l'honneur de l'initiative de la première "Ligue Blanche" revient de droit à nos concitoyens et frères de St-Landry, et attendu qu'il est de toute importance d'adopter un programme de principes et une règle de conduite homogène, uniforme et applicable à tout l'Etat :

Il est résolu que nous adoptions les préambules et les résolutions de la " Ligue Blanche" de St-Landry, et que nous les recommandons aux autres paroisses de l'Etat, comme plateforme du PARTI BLANC de la Louisiane.

Attendu que la population de couleur de l'Etat de la Louisiane, organisée sous le nom de républicaines, a eu le contrôle sans partage de la législature de l'Etat depuis 1868, et que pendant cette période de six années, bien qu'elle ait en toutes les occasions pour prouver sa capacité à faire des lois, il a été hors de doute que cette capacité quel qu'en soit le degré intellectuel et moral, n'a pas été employé pour le bien du pays, mais, au contraire, pour sa dégradation matériel, socialement et politiquement; et

Attendu que le parti républicain étant presqu'entièrement composé de nègres, sans les votes desquels aucun autre membre de ce parti ne pourrait obtenir un emploi, les noirs sont responsables de l'abus fait des emplois et de la législation corrompue qui a mis l'Etat en banqueroute et qui a frappé d'ostracisme toute vertu publique.

Attendu, en outre, que tout effort précédemment fait par les blancs pour concilier les nègres et les engager à agir avec eux, sans égard aux distinctions de parti, pour le bien commun, a échoué—que l'appel soit veun des démocrates, des libéraux ou des indépendants; et

Attendu, enfin, que les efforts mêmes que nous avons faits dans ce sens, sont la véritable cause de la division parmi nous; en conséquence;

Il est résolu : 1o. Que nous tenons la population de couleur pour responsable de la plus grande partie des maux qui sont nés de la législation frauduleuse et corrompue, dont elle a eu le contrôle depuis 1868, et tout en croyant que beaucoup d'hommes de couleur sont droits et honnêtes, cependant nous considérons que comme classe, ils ont servi d'instruments dans les mains d'hommes astucieux, blancs et noirs, et que par ce moyen les blancs finiraient par être réduits à la mendicité et chassés avec leurs familles de cet Etat.

Résolu, 2o. Que notre expérience avec la population de couleur démontre son incapacité de jamais à former un bon gouvernement quand elle a l'ascendant, et qu'à moins que des efforts ne soient faits pour la priver du contrôle de la législation dans l'Etat, les maux dont nous souffrons, continueront à nous accabler;

Résolu, 3o. Que l'échec de nos tentatives passées de conciliation, nous interdit de renouveler tout nouvel effort pour un compromis, et que nous considérons une politique de temporisation à ce sujet comme fatale aux intérêts matériels de l'Etat, nuisible à la vertu publique et destructive du respect de nous-mêmes et de notre dignité d'hommes.

Résolu, 4o. Que la question dans la prochaine campagne n'est pas entre les républicains et les démocrates ou les libéraux, mais entre les blancs et les noirs, et que cette question est: la population blanche de la Louisiane gouvernera-t-elle la Louisiane, ou sera-ce la population noire de la Louisiane qui gouvernera la Louisiane, question sur laquelle, que nous soyons démocrates, libéraux ou indépendante, nous n'hésitons pas à nous prononcer pour l'accomplissement des blancs.

Résolu, 5o. Que la conduite du noir, comme politicien, a seule imposé au blanc la nécessité de soulever cette question pour sa défense; et bien que nous n'ayons pu nous unir comme démocrates ou libéraux, nous nous unirons comme race pour nous protéger contre le pillage déréglé, public et particulier, commis par l'autre race;

Résolu, 6o. Que nous invitant comme blancs, engagés à travailler à la suprématie de la race blanche dans l'Etat, notre objet est de placer le pouvoir de faire des lois dans les mains de gens qui protégeront nos propriétés et ne nous voleront plus par le moyen de taxes, qui peuvent être écrites et comprendre quelque chose sans être trompeuses, et de propriété qui ne détruire aucun des droits que les lois confèrent au nègre. Nous le laisserons voter comme il le voudra et bringer les employés où il désire, sans nous lui disons franchement qu'il ne pourra obtenir notre vote et que nous ne voulons pas le lui donner pour faire nos lois.

Résolu, 7o. Que nous reconnaissons la nécessité de l'union parmi nous sur un seul candidat blanc pour chaque emploi, et que nous invitons, d'une façon pressante [illegible] blancs, sans égard aux anciennes affiliations de parti, à s'unir avec nous sous la bannière de la " Ligue Blanche" qui, seule, peut nous sauver de la dissention et de la défaite.

Alcée Dupré,
Président.

A. F. Williams, }
J. Frank Knox, } Secrétaires.

Résolutions accessoires prises par le Comité de la " Ligue Blanche" de la paroisse St-Martin, et adoptées par l'Assemblée à l'unanimité :

1o. Résolu que dans l'organisation de la " Ligue Blanche" de la dite paroisse, nous prenons l'engagement formel, comme membre de cette Ligue, de rompre toute association avec toute autre, et de transfuges qui ont trahi leur pays et leur race, en s'alliant à un parti qui opprime et ruine l'Etat.

2o. Résolu que tous les bons citoyens blancs de la paroisse sont instamment invités à former et à organiser des clubs de 20 à 50 membres, dans chaque quartier de la paroisse, et qu'à cet effet le président de l'Assemblée est autorisé à choisir une personne qui sera chargée de l'organisation préliminaire des dits clubs, qui, après cette organisation préliminaire, devront élire leurs chefs et en faire un rapport au Comité Central.

Sur motion appuyée, les noms suivants ont été proposés pour faire partie du Comité Central, et l'Assemblée, consultée, a confirmé ce choix.

| | |
|---|---|
| MM. Chas. Guérinière père | St- |
| Alcibiade DeBlanc, | Martinville. |
| Zack Fournist, | |
| Cyprien Melançon, | Pont |
| Valery Thibodeaux | Breaux. |
| Sidney Mouton | à la Pointe. |
| Arcade Patin, | Grande Pointe. |

Fait au Pont Breaux, 14 juin 1874.

CHAS. GUERINIÈRE,
Président.

O. L. DELELLE,
Secrétaire.

**Salle du Comité Exécutif Démocratique de Terrebone, à la Nouvelle-Orléans.**—A flue assemblée du Comité, tenue le 24 juin 1874, la résolution suivante a été unanimement acceptée :

"Résolu que les présidents des clubs démocratiques de ward, dans la paroisse d'Orléans, soient et ils sont assemblées, dans leur dits respectif, le JEUDI 2 JUILLET, à 7½ heures du soir à l'effet de s'organiser et de nommer un Comité de Paroisse pour la prochaine campagne électorale.

"Résolu, que les nouveaux délégués élus devront assembler le même jour le 2 Juillet, afin de s'organiser et de commencer le travail pour la prochaine campagne électorale."

Par ordre du Comité.

WM. STEVENSON,
Président.

WM. WORLEY, Secrétaire.
21 juin—3t

**Importers Bonded Ware-House Company**—Nouvelle Orléans, 25 juin 1874.—Une élection de cinq Directeurs pour servir l'année suivante 1874-1875, aura lieu au bureau de la Compagnie, le lundi 6 Juillet 1874, de midi à 2 heures P. M.

PH. GUESNON,
Secrétaire.

25 juin—30 juin—5 juil

**Bureaux de la Compagnie du chemin de fer de la Nouvelle-Orléans, 124 rue du Canal—Nouvelle-Orléans, 20 juin 1874.**—A une réunion des actionnaires, tenue le 18 courant, un dividende de Quatre Dollars a été déclaré payable aux actionnaires à partir du 1er Juillet 1874.

C. CALEWIS,
Secrétaire.

21 juin au 1er juillet.

**Banque du Canal de la Nouvelle-Orléans.**—Nouvelle-Orléans, lundi, 22 juin 1874.—Aujourd'hui, à une réunion spéciale des directeurs, un dividende semi-annuel de cinq pour cent a été déclaré payable aux actionnaires le premier jour de juillet prochain.

CH. JUMONVILLE,
Caissier.

23juin—15t

**Bureaux de la Compagnie du chemin de fer d'Orléans** coin Lafayne & Wyble.—Nouvelle-Orléans, 15 juin 1874.—A une réunion du Bureau des Directeurs de cette Compagnie, tenue ce jour, un dividende de trois pour cent par action a été déclaré, payable aux actionnaires le 1er juillet 1874.

Le dividende sera payé au bureau de M. J. Fléchant, président de la compagnie, No 8 rue St-Louis, de midi à 2 heures de l'après midi.

F. TISNE, Jr.,
Secrétaire.

16 juin—au 1 juillet.

**AVIS**

**Aux détenteurs de bons de l'Etat de la Louisiane.**

Avis est donné à tous les détenteurs de bons de l'Etat de la Louisiane, d'une émission quelconque, que conformément à une loi de l'Assemblée générale, approuvée le 24 janvier 1874 et connue généralement sous le nom de "funding bill," le bureau de la liquidation établi dans la dite loi a été dûment organisé et a fait préparer des bons consolidés d'une série uniforme, équivalant en montant à soixante pour cent de tous les bons (non payés) de l'Etat, actuellement aux à courir et portant intérêt à raison de sept pour cent l'an. Le bureau sera prêt, à dater du 1er juillet 1874, à échanger les dits bons pour tous les bons et mandats valides et qui n'ont pas encore été payés, et à les échanger de la même manière et en la forme indiquées dans la dite loi. Les détenteurs pourront présenter leurs bons, après la dite date, à une époque quelconque. L'échange se fera à la Nlle Orléans, aux bureaux des commissaires, et à New-York, aux bureaux de l'agent de l'Etat.

Des exemplaires authentiques du "funding bill" seront fournis aux parties intéressées, sur demande adressée à l'hon. F. G. Desdondé, secrétaire du bureau de liquidation, Nlle Orléans, Lne.

WM. P. KELLOGG,
Gouverneur de la Louisiane et Président du bureau de liquidation.

F. G. DESLONDE,
Secrétaire d'Etat et Secrétaire du bureau de liquidation.

22mai-an 1juil

## MARCHANDISES SÈCHES

**POUR DU COMPTANT**

Les marchands de la ville et de la campagne sont informés que la maison

**O. Jaubert & Co.**
20.....CHARTRES.....2

Reçoit journellement des marchandises achetées aux encans de New York pour du comptant et qu'elle vend de même à un bon marché exceptionnel.

Les acheteurs au comptant se souviendront du No. 20, DE LA RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE ORLÉANS.

19avril—2m PP DMAvJn

NEW ORLEANS SCHOOL OF DESIGN INSTITUTION 155 rue du Canal.

DIRECTEURS :

Dr. W. Newton Mercer.

| | |
|---|---|
| L. F. Generes, | David Urquhart, |
| George Jonas, | John G. Galnes, |
| Thomas A. Adams, | Carl Mohn, |
| Thos. Allen Clarke, | Christian Schneider, |
| Chas. J. Leeds, | Samuel Jamison. |

Intérêts sur les dépôts.

L. F. GENERES, Président.
CHAS KILSHAW, Trésorier. 22mars—1an

# GUIDE DU COMMERCE.

**BANQUES.**

**Workingmen's Bank.** Banque des Travailleurs et Caisse d'Epargne. V. E. AUCOIN président, 34 Canal.

**N. O. Savings Institution.** 158 Canal.

**Merchants' Mutual Ins. Co.** 104 Canal.

**Mechanics' & Traders' Ins. Co.,** 14 Carondelet.

**Crescent Mut. Ins. Co.,** coin Camp & Cl. Place.

**Home Mutual Ins. Co.** 79 Camp.

(SUR LA VIE.)

**La. Eq. Life Ins. Co.,** coin Carond. & Gravier.

**Eq. Life Assur. Society,** of N. York, 32 Camp.

**Ætna Life Ins. Co.,** of Htd. Con. 2 Carondelet.

**JOUETS, ARTICLES DE FANTAISIE.**

**Guébié & Nippert,** 137 Canal, Nlle-Orléans.

**Guébié & Nippert,** 40 Paradis-Foissonne, Paris.

**T. Moreau,** coin Toulouse et Royale.

**MERCERIE ET FANTAISIE.**

**J. H. Martinstein,** 121 Royale.

**MARCHANDISES SÈCHES.**

**Théo. Danziger & Sons,** 203 Canal.

**J. Turcotte,** coin Canal et Baronne.

**ETOFFES POUR DEUIL.**

**A. Labry,** 31, Bourbon.

**CHAPELLERIE.**

**H. E. Lee Hat Store.** coin Royale et St. Louis.

**QUINCAILLERIE ET INSTRUMENTS ARATOIRES.**

**A. Baldwin & Co.,** 74 Canal et 95 Commune.

**MACHINES A COUDRE.**

**Grover & Baker S. M. Co.,** 107 Canal.

**Wheeler & Wilson,** (Fect Bros.) 149 Canal

**CHEMISES ET ARTICLES DE TOILETTE POUR MESSIEURS.**

**S. N. Moody,** coin Royale et Canal.

**VETEMENTS CONFECTIONNÉS.**

**L. Godchaux,** 81 et 83 Canal, 213, 215, 217 V. Levée

**C. Lazard,** 196 Vieille-Levée.

**MEUBLES DE LUXE ET ORDINAIRES.**

**P. Maillard,** coin Bienville et Royale.

**BRODERIES, LINGERIE, DESSINS.**

**Mme Montardier,** 19, Bourbon.

**Mme Rapho,** (entrefois Maître,) 89 Bourbon.

**C. N. Doiseau,** coin Bienville et Bourbon.

**ARTICLES DE COIFFURE ET DE FANTAISIE.**

**Charles Treuilly,** coin Bienville et Chartres.

**OPTICIENS.**

**C. Duhamel,** 111, Canal.

**RESTAURANTS.**

**Rest. Jules Marchal,** 19 Union.

**PENSION.**

**E. Halstve,** 11 Toulouse, $4 par semaine.

**FABRIQUES DE CANDI, CONFISERIES, ETC.**

**Normand & Reiss,** 121 à 123, Vieille-Levée.

**L. Bédal,** 93, Vieille Levée.

**BOULANGERIE.**

**J. M. Lafferrandeire,** 275 Trémé

**CIGARES, TABACS, ETC.**

**Ed. L. Zell,** coin Carondelet et Canal.

**F. A. Gonzales,** coin Commune.

**ORGUES, PIANOS, MUSIQUE.**

**Louis Grünewald,** 18, 20 et 22, Baronne.

**M. Elie,** 151 et 153, Canal.

**C. Charpaux'é,** Royale.

**PLOMBIERS.**

**C. L. Chapotel,** coin Bourbon et Bienville.

**FUSILS, ARTICLES DE CHASSE.**

**F. Charleville,** 55, St Charles.

**J. Saget,** 198, Chartres

**COUTELLERIE, BANDAGES, REPASSAGE.**

**L. Lamothe,** fabricant, 94 Royale.

**TABLES DE BILLARD.**

**Miller Bros.** coin Commune et St-Charles.

**J. Charpentier,** 111 Commune, coin St-Ph-Ch.

**Crescent Billiard Hall,** coin Canal et St-Charl.

**COSTUMES, DOMINOS & MASQUES.**

**V. Alabau,** 91 Conti.

**RELIURE ET FOURNITURES DE BUREAU.**

**S. Reichert,** 140 Royale.

**ACCORD ET RÉPARATION DE PIANOS.**

**J. Pfisant,** ce Espagne, 3me District. Aussi, 20 rue Royale près Conti.

**LOTERIES.**

## PLAN D'ÉTÉ

**Seulement 10,000 Numéros.**

LOTERIE DE L'ETAT DE LA LOUISIANE,
A NUMERO SIMPLE.
**Trois Gros Lots de $10,000 chaque.**

**COMPAGNIE DE LA LOTERIE DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.**
(Incorporée le 17 août 1868.)

**CLASSE I.**

Devant être tirée en public, à la Nouvelle-Orléans, le SAMEDI, 11 Juillet 1874.

**PLAN.**

**10,000 Billets.....Billets seulement $10**
MOITIÉ, QUART ET HUITIÈME EN PROPORTION.

| | | |
|---|---|---|
| 1 lot de | $10,000 est | $10,000 |
| 1 lot de | 10,000 est | 10,000 |
| 1 lot de | 10,000 est | 10,000 |
| 20 lots de | 500 sont | 15,000 |
| 200 lots | 100 sont | 20,000 |

**LOTS D'APPROXIMATION.**

9 approximations de $200 chaque pour les neuf unités de la même dizaine du numéro tirant le lot de $10,000 sont..... 1,800
9 approximations de $200 pour les neuf unités de la même dizaine du numéro tirant le lot de $10,000 sont..... 1,800
269 lots allouant à..... $70,400

**LOTS D'APPROXIMATIONS.**

Les autres neuf unités de la même dizaine du numéro gagnant les trois gros lots auront droit à 27 lots d'approximation. Par exemple, si le billet No 1246 gagne le premier prix de $10,000, les billets Nos 1241, 1242, 1243, 1244, 1245, 1247, 1248, 1249 et 1250 auront droit à $200 chacun. Si le billet No 231 gagne le second prix de $10,000, les billets Nos 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229 et 240 auront droit à $200 chacun. Si le billet No 450 gagne le troisième prix de $10,000, les billets Nos 441 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448 et 449 auront droit à $200 chacun.

**LOTS PAYABLES EN PLEIN ET SANS DEDUCTION.**

Les demandes doivent être adressées à la LOUISIANA STATE LOTTERY COMPANY
LOCK-BOX 692, P. O.
Nouvelle Orléans.

Envoyez des mandats de poste ou faites enregistrer vos lettres. v—78—1an

## DERNIERE CHANCE D'ACQUERIR UNE FORTUNE AISEMENT !

## Cinquième et dernier Concert Tombola,

**Pour aider à l'établissement**
—DE LA—
**BIBLIOTHEQUE PUBLIQUE DU KENTUCKY,**
**LE 31 JUILLET 1874.**

**LISTE DES LOTS,**

| | | |
|---|---|---|
| **Un gros lot comptant** | | **$250